

## Turquie: une modification de la constitution pourrait geler les négociations d'adhésion à l'UE

- Inquiétudes sur les reculs de la Turquie en matière d'état de droit et de liberté des médias
- Suspension des négociations d'adhésion si les modifications à la constitution sont adoptées
- Proposition alternative: renforcer l'union douanière UE-Turquie

**Les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE pourraient être suspendues si les modifications de la constitution se poursuivent, ont déclaré les députés mardi.**

Les députés de la commission des affaires étrangères soulignent, dans leur l'évaluation annuelle des progrès de la Turquie en matière de réforme, que 2016 a été une année difficile pour le pays, notamment à cause de la guerre en Syrie, de l'afflux de réfugiés, d'une série d'attentats haineux et de la tentative de coup d'État. Ils condamnent cette tentative et expriment leur solidarité envers le peuple turc.

La résolution reconnaît l'importance des bonnes relations entre l'UE et la Turquie afin de maintenir un dialogue constructif et ouvert, nécessaire pour traiter les défis communs tels que la migration, la sécurité et le terrorisme. Les députés proposent de revaloriser l'union douanière UE-Turquie, en faisant des droits de l'homme et des libertés fondamentales le socle de ce nouvel accord.

Toutefois, les députés pensent que les mesures prises en réponse au coup d'État sont disproportionnées et regrettent le renvoi à grande échelle de fonctionnaires, la fermeture de médias, l'arrestation de journalistes, de juges et de défenseurs des droits de l'homme ainsi que la fermeture d'écoles et d'universités.

Prenant note du résultat du récent référendum turc et de l'élargissement des pouvoirs du Président, la commission des affaires étrangères exhorte la Commission européenne et les gouvernements nationaux de l'UE à "suspendre formellement les négociations d'adhésion avec la Turquie dans les plus brefs délais si la réforme constitutionnelle est mise en œuvre en l'état."

Les députés de la commission des affaires étrangères sont préoccupés par le recul de la Turquie en matière d'état de droit, de droits de l'homme, de liberté des médias et de lutte contre la corruption. Ils condamnent le soutien affiché à de multiples reprises par le Président turc en faveur d'un retour de la peine de mort, ce qui remettrait en cause la qualité d'État membre du pays au Conseil de l'Europe et mènerait à une suspension immédiate des négociations d'adhésion à l'UE.

### Citation

[Kati Piri](#) (S&D, NL), rapporteur, a déclaré: "Malgré nos différences internes, le Parlement européen parle d'une seule voix lorsqu'il s'agit de condamner les violations des droits de l'homme en Turquie. La prolongation de l'état d'urgence a des effets négatifs disproportionnés sur la société turque et l'arrestation de milliers de citoyens, notamment des parlementaires et des maires, est très préoccupante. La réforme de la constitution proposée n'étant pas conforme aux critères d'adhésion à l'UE, le texte en appelle à une suspension des négociations d'adhésion si les modifications constitutionnelles sont mises en œuvre en l'état. Nous attendons du gouvernement qu'il prenne au sérieux les recommandations de la Commission de Venise, ainsi que le fait que la moitié de la population turque a voté non au référendum."

### Prochaines étapes

La résolution sur la Turquie a été adoptée par 51 voix pour, 3 contre et 14 abstentions. Le Parlement réuni en plénière se prononcera sur ce texte lors de la prochaine session à Strasbourg en juillet.

*Procédure: résolution non contraignante*

---

*" Le Parlement européen parle d'une seule voix lorsqu'il s'agit de condamner les violations des droits de l'homme en Turquie. "*

Kati Piri (S&D, NL), rapporteur

---

### Liens

[Commission des affaires étrangères](#)

[Profil du rapporteur, Kati Piri \(S&D, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: note sur les relations UE-Turquie \(avril 2017, en anglais\)](#)


[Produits audiovisuels pour professionnels: UE-Turquie](#)


### Contacts

---

Gediminas VILKAS

Attaché de presse

 (+32) 2 28 46396 (BXL)

 (+33) 3 881 64504 (STR)

 (+32) 498 98 33 30

 [@EP\\_ForeignAff](#)

 [gediminas.vilkas@europarl.europa.eu](mailto:gediminas.vilkas@europarl.europa.eu)

---



Les députés s'inquiètent des reculs de la Turquie en matière d'état de droit, de droits de l'homme et de liberté des médias.